



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/744  
2 décembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-neuvième session  
Point 143 de l'ordre du jour

### CONVENTION SUR LES IMMUNITÉS JURIDICTIONNELLES DES ÉTATS ET DE LEURS BIENS

#### Rapport de la Sixième Commission

Rapporteur : Mme Silvia A. FERNÁNDEZ de GURMENDI (Argentine)

#### I. INTRODUCTION

1. La question intitulée "Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens" a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale en application de la décision 48/413 de l'Assemblée, en date du 9 décembre 1993.
2. À sa 3e séance plénière, le 23 septembre 1994, l'Assemblée générale a, sur la recommandation du Bureau, décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Sixième Commission.
3. À sa 2e séance, le 23 septembre, la Sixième Commission a, conformément à la décision 48/413 de l'Assemblée générale, décidé de tenir des consultations officielles afin de poursuivre l'examen des questions de fond sur lesquelles il est souhaitable d'identifier et de réduire les divergences afin de promouvoir une convergence générale de vues propre à faciliter la conclusion d'une convention.
4. À sa 3e séance, le 26 septembre, la Commission a élu M. Carlos Calero-Rodrigues (Brésil) président des consultations officielles.
5. Les participants aux consultations officielles étaient saisis, d'une part, du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-troisième session<sup>1</sup> et, d'autre part, du rapport du Groupe de travail établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/55 du 9 décembre 1991 et

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 10 (A/46/10).

reconstitué conformément à la décision 47/414 de l'Assemblée, en date du 25 novembre 1993<sup>2</sup>.

6. Les consultations officieuses se sont déroulées pendant six réunions, du 27 septembre au 3 octobre 1994.

7. À la 7e séance, le 6 octobre, le Président des consultations officieuses a présenté un document contenant les conclusions qu'il avait dégagées de ces consultations (A/C.6/49/L.2).

8. La Sixième Commission a examiné cette question ainsi que les conclusions du Président à ses 32e, 33e, 37e, 38e, 40e et 41e séances, les 11, 14, 17, 18, 25 et 29 novembre 1994. Conformément à la décision 48/413 de l'Assemblée générale, la Commission a examiné, compte tenu des progrès réalisés à ce stade et des résultats des consultations, la recommandation de la Commission du droit international tendant à ce qu'une conférence internationale de plénipotentiaires soit convoquée pour étudier le projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens et pour conclure une convention en la matière. Les vues des représentants qui ont pris la parole pendant le débat sur ce point figurent dans les comptes rendus analytiques (A/C.6/49/SR.32, 33, 37, 38, 40 et 41).

## II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

9. À la 37e séance, le 17 novembre, le représentant du Brésil a présenté un projet de résolution intitulé "Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens" (A/C.6/49/L.14) qui avait pour auteurs les pays suivants : Algérie, Bolivie, Brésil, Équateur, France, Nigéria, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela, auxquels s'est jointe par la suite la Fédération de Russie. Ce projet de résolution se lit comme suit :

"L'Assemblée générale,

Ayant reçu de la Commission du droit international un projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens<sup>3</sup> que la Commission a adopté à sa quarante-troisième session,

Rappelant que la Commission du droit international a recommandé qu'une conférence internationale de plénipotentiaires soit convoquée pour examiner le projet d'articles et conclure une convention en la matière<sup>4</sup>,

Ayant examiné le projet d'articles de sa quarante-sixième à sa quarante-neuvième session, notamment dans le cadre d'un groupe de

---

<sup>2</sup> A/C.6/47/L.10 et A/C.6/48/L.4 et Corr.1.

<sup>3</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 10 (A/46/10), chap. II, sect. D.

<sup>4</sup> Ibid., par. 25.

travail et de consultations visant à examiner les questions de fond que pose le projet d'articles, afin d'identifier et d'atténuer les divergences de vues relatives à ces questions de manière à faciliter la conclusion d'une convention par consentement général,

Ayant examiné les rapports des groupes de travail créés à ses quarante-septième<sup>5</sup> et quarante-huitième<sup>6</sup> sessions et des consultations qui ont eu lieu à sa quarante-neuvième session<sup>7</sup>,

1. Décide d'accepter la recommandation de la Commission du droit international et de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires pour examiner les articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens et conclure une convention en la matière;

2. Décide également que la date et le lieu de la conférence seront fixés à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale compte dûment tenu de la nécessité de procéder à des travaux préparatoires suffisants, et notamment de tenir de plus amples consultations sur des questions de fond afin d'obtenir l'accord le plus large possible lors de la conférence;

3. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée 'Conférence des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens'."

10. À la 38e séance, le 18 novembre, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté un projet de résolution intitulé "Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens" (A/C.6/49/L.20), qui avait pour auteurs les pays suivants : Allemagne, Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, auxquels s'est jointe par la suite l'Autriche. Ce projet de résolution se lit comme suit :

"L'Assemblée générale,

Ayant reçu de la Commission du droit international un projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens que la Commission a adopté à sa quarante-troisième session<sup>3</sup>,

Rappelant que la Commission du droit international a recommandé qu'une conférence internationale de plénipotentiaires soit convoquée

---

<sup>5</sup> A/C.6/47/L.10.

<sup>6</sup> A/C.6/48/L.4 et Corr.1.

<sup>7</sup> A/C.6/49/L.2.

pour examiner le projet d'articles et conclure une convention en la matière<sup>4</sup>,

Ayant examiné le projet d'articles de sa quarante-sixième à sa quarante-neuvième session, notamment dans le cadre d'un groupe de travail et de consultations tenues pour examiner les questions de fond que pose le projet d'articles, afin de déterminer et d'atténuer les divergences de vues relatives à ces questions de manière à faciliter la conclusion d'une convention par accord général,

Ayant également examiné les rapports du groupe de travail créé à ses quarante-septième<sup>5</sup> et quarante-huitième<sup>6</sup> sessions et des consultations qui ont eu lieu à sa quarante-neuvième session<sup>7</sup>,

Notant qu'il reste des questions de fond posées par le projet d'articles sur lesquelles il n'y a pas encore un accord suffisant,

1. Estime que la conclusion d'une convention par accord général apporterait une précieuse contribution à la codification et au développement progressif du droit international;

2. Invite les États à présenter au Secrétaire général leurs observations sur les conclusions du Président des consultations officielles qui ont eu lieu en application de sa décision 48/413 du 9 décembre 1993 ainsi que sur les rapports du groupe de travail créé en application de sa résolution 46/55 du 9 décembre 1991 et de sa décision 47/414 du 25 novembre 1992<sup>3 4</sup>;

3. Décide de reprendre, à sa cinquante-troisième session, l'examen des questions de fond, à la lumière des rapports susmentionnés et des observations présentées par les États sur lesdits rapports, et de prendre dûment en considération la recommandation de la Commission du droit international tendant à convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires pour examiner le projet d'articles et conclure une convention en la matière;

4. Décide également d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-troisième session la question intitulée 'Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens'."

11. À sa 40e séance, le 25 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution présenté par le Président (A/C.6/49/L.25).

12. À la même séance, les projets de résolution A/C.6/49/L.14 et A/C.6/49/L.20 ont été retirés en faveur du projet de résolution présenté par le Président.

13. À sa 41e séance, le 29 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.6/49/L.25 sans le mettre aux voix (voir par. 14).

### III. RECOMMANDATION DE LA SIXIÈME COMMISSION

14. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

#### Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens

L'Assemblée générale,

Ayant reçu de la Commission du droit international le projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens<sup>8</sup> que la Commission a adopté à sa quarante-troisième session,

Rappelant que la Commission du droit international a recommandé qu'une conférence internationale de plénipotentiaires soit convoquée pour examiner le projet d'articles et conclure une convention en la matière<sup>9</sup>,

Ayant examiné le projet d'articles de sa quarante-sixième à sa quarante-neuvième session, notamment dans le cadre d'un groupe de travail et de consultations qui avaient pour objet d'étudier les questions de fond posées par le projet d'articles, afin de déterminer et d'atténuer les divergences de vues qu'elles provoquaient de manière à faciliter la conclusion d'une convention par consentement général,

Ayant examiné les rapports du Groupe de travail créé à ses quarante-septième<sup>10</sup> et quarante-huitième<sup>11</sup> sessions et le rapport sur les consultations qui ont eu lieu à sa quarante-neuvième session<sup>12</sup>,

1. Accepte la recommandation de la Commission du droit international tendant à ce qu'une conférence internationale de plénipotentiaires soit convoquée pour examiner les articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens et conclure une convention en la matière;

2. Invite les États à présenter au Secrétaire général leurs observations sur les conclusions du Président des consultations officieuses qui ont eu lieu en application de sa décision 48/413 du 9 décembre 1993 ainsi que sur les rapports du Groupe de travail créé en application de sa résolution 46/55 du 9 décembre 1991 et de sa décision 47/414 du 25 novembre 1992;

---

<sup>8</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 10 (A/46/10), chap. II, sect. D.

<sup>9</sup> Ibid., sect. B, par. 25.

<sup>10</sup> A/C.6/47/L.10.

<sup>11</sup> A/C.6/48/L.4 et Corr.1.

<sup>12</sup> A/C.6/49/L.2.

3. Décide de reprendre, à sa cinquante-deuxième session, l'examen des questions de fond, à la lumière des rapports susmentionnés et des observations présentées par les États sur ces rapports, et d'arrêter, à sa cinquante-deuxième ou cinquante-troisième session, les dispositions à prendre pour la conférence, notamment d'en fixer la date et le lieu, en tenant dûment compte de la nécessité d'obtenir l'accord le plus large possible lors de la conférence;

4. Décide également d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens".

-----